



Cultures & Conflits

64 | hiver 2006

Identifier et surveiller

Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle. Entretien avec Armand Mattelart

Cultures & Conflits n°64 Hiver 2006 (4/2006) pp. 167-183. Cet article avait été mis en ligne en "avant parution" le 17 Juillet 2006

Cultures & Conflits



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2051>

DOI : 10.4000/conflits.2051

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2006

Pagination : 167-183

ISBN : 978-2-296-02667-4

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Cultures & Conflits, « Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle. Entretien avec Armand Mattelart », *Cultures & Conflits* [En ligne], 64 | hiver 2006, mis en ligne le 21 mars 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2051> ; DOI : 10.4000/conflits.2051

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Creative Commons License

Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle. Entretien avec Armand Mattelart

Cultures & Conflits n°64 Hiver 2006 (4/2006) pp. 167-183. Cet article avait été mis en ligne en "avant parution" le 17 Juillet 2006

Cultures & Conflits

- 1 C&C : Ce que je voudrais aborder avec vous c'est fondamentalement le thème suivant : ce que l'impératif de sécurité appliqué au traitement de l'information soulève comme enjeux eu égard à l'exercice du pouvoir (et aux contre-pouvoirs que l'on se donne) dans des sociétés habituellement définies comme démocratiques. On pourrait examiner un certain nombre de dichotomies et, en premier lieu, celle que vous signalez comme particulièrement problématique entre « société de l'information » et « société de contrôle ». Quels liens entre les deux ? Quelles interactions ? Quels effets ?
- 2 Armand Mattelart : La « société de l'information » constitue une catégorie toute faite, entérinée sans inventaire préalable des citoyens. C'est au cours des années 1990 que le vocable « société de l'information » s'est donné d'évidence dans les médias destinés au grand public. L'irruption d'Internet comme réseau d'accès public l'a propulsé. Mais cette ascension fulgurante ne doit pas faire oublier la longue période de sa gestation depuis la fin du second conflit mondial, ni les agents et les processus à l'œuvre dans sa formation.
- 3 En prolégomène de cette généalogie tortueuse, il y a une promesse, une utopie : « Éviter que l'humanité ne replonge dans le monde de Bergen-Belsen et de Hiroshima ». La circulation sans entraves de l'information devait être garante d'une nouvelle société, transparente et décentralisée. C'est l'espoir que l'Américain Norbert Wiener, l'inventeur de la cybernétique, dépose dans la nouvelle matière première, l'information, liée aux machines intelligentes, annonciatrice d'une nouvelle « révolution industrielle ». Il n'est toutefois pas dupe. Contre l'avènement d'une telle société conspirent les logiques de l'exclusion sociale, la concentration des moyens de communication, le poids du «

cinquième pouvoir » – le marché – et l'appropriation militaire de la science. Tous des facteurs qui favorisent l'entropie. La Guerre froide ne tardera pas à frustrer la vision émancipatrice. En 1947, le National Security Act fixe le cadre des politiques technologiques aux Etats-Unis. Priorité est donnée à la sécurité nationale et à la gestion automatique du champ de bataille. L'afflux des investissements du Pentagone dans la recherche et le développement des nouvelles technologies de l'information permet le décollage de l'industrie informatique comme secteur stratégique. Le premier système télématique avant la lettre (Sage) est inauguré en 1955 par le Strategic Air Command. Cette première couverture de l'espace national aérien devient la métaphore de la « défense totale ». Le mythe aussi.

- 4 La catégorie « société de l'information » va se construire comme socle d'une idéologie qui n'avoue pas son nom à travers une triple sédimentation. La première couche est du ressort de l'univers de la recherche et occupe les années 1950 et 1960. Recherche opérationnelle des think tanks, dont le plus fameux est la Rand Corp., qui élaborent des scénarios prospectifs sur la remodelisation du monde par les technologies. Conjectures de l'establishment sociologique qui ébauche les prémisses théoriques d'un discours sur la société orientée par le primat de la science et de la technique. La société de l'avenir prend tour à tour le qualificatif de « post-historique », « post-capitaliste », « post-industrielle », « post-moderne », « technétronique », etc. Le discours qui prévaut alors aux Etats-Unis est celui des « fins », de l'idéologie, du politique, des classes et de leurs luttes, de l'intellectualité critique, et donc de l'engagement, au profit de la légitimation de la figure de l'intellectuel positif, orienté vers la prise de décisions. La raison managériale se transforme en version technique du politique.
- 5 Avec la seconde strate, le projet de société de l'information se convertit en un nouvel impératif industriel. Il bascule dans le champ des politiques publiques. Dans les années 1970, avec la première crise du pétrole en toile de fond, il devient la boussole des grands pays industrialisés, qui voient dans l'imbrication entre les ordinateurs et les télécommunications – la télématique – le gage d'une stratégie industrielle de sortie de crise. Crise de la « gouvernabilité des démocraties occidentales ». Crise d'un modèle de croissance, d'un mode d'accumulation capitalistique. Maîtriser les réseaux est un enjeu de l'indépendance nationale. Les années 1980 déstabilisent l'idée de politique publique dans le cadre de l'Etat-nation et de l'Etat-providence. Le couple âge global / âge de l'information rime avec le couple globalisation / déréglementation. Les deux paires amorcent le processus de privatisation et de concentration qui va déboucher sur la constitution des mégagroupes multimédias et transfrontières. Dans les années 1990, se cristallise un projet de réordonnancement du monde par les réseaux. Le G7 étrenne en 1995 la notion de « société globale de l'information » en même temps que celle de « nouvel ordre mondial de l'information ». Sa vitrine : le projet des autoroutes de l'information.
- 6 La troisième strate est du domaine de la géopolitique. La chute du mur de Berlin a posé, pour les Etats-Unis, la question de la préservation de leur statut d'unique superpuissance. Une superpuissance qui repose sur quatre piliers : primauté technologique, économique, militaire et culturelle. La maîtrise des réseaux d'information et de communication, dans la guerre comme dans la paix – ce que les stratèges de la « révolution dans les affaires militaires » et de la « révolution dans les affaires diplomatiques » ont nommé dans leur jargon la « global information dominance » – devient le principe d'une nouvelle doctrine de l'hégémonie. L'accompagne un discours sur la cyberwar comme « guerre propre », la «

guerre zéro mort », les « frappes chirurgicales » et les « dommages collatéraux », surgi lors de la première guerre du Golfe (1991) et reconduit lors de l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Dès l'émergence d'Internet comme réseau d'accès public, l'establishment militaire cherche à cerner les enjeux et les acteurs de la « noopolitique », la guerre de la connaissance. Il désigne les nouveaux ennemis réticulaires : les acteurs transnationaux non étatiques – activistes, ONGs, cartels de la drogue et groupes terroristes. En dépit d'un dispositif sophistiqué de télésurveillance planétaire – dont le réseau Echelon, que le grand public découvre en ces années-là, ne représente que la partie émergée –, les stratégies de la cyberwar et de la netwar ne peuvent pour autant anticiper le nouveau champ de bataille des affrontements asymétriques ouvert avec les attaques du 11 septembre. L'option du « tout technologique » en matière de renseignement au détriment de l'intelligence humaine montre ses limites. Ce qui apparaît au grand jour : le manque de coordination entre agences en charge de la sécurité (non-partage de l'information, carence d'une terminologie commune et, même, incompatibilité des équipements).

- 7 Sous le regard de l'humaniste Wiener, l'information couvrait un large éventail de pratiques et d'agents, de contenus et de contenant : les télécommunications, les postes, les médias, l'école, les religions, etc. Or le concept d'information, à la base de la notion de « société de l'information », souffre d'un tropisme originel. Celui que lui confère la vision de l'ingénieur des télécoms dont le problème est de trouver le codage le plus performant (vitesse et coût) afin de transmettre un message d'un émetteur à un destinataire. Comme seul le canal importe, la production du sens n'est pas de mise. L'information est coupée de la culture et de la mémoire. Le schéma mécanique du processus de communication que commande cette définition mathématique implique une vision de l'histoire comme représentation linéaire et diffusionniste du progrès. L'innovation et la modernité se diffusent du haut vers le bas, du centre vers les périphéries, de ceux qui savent vers ceux qui sont censés ne pas savoir. Cette origine technicienne du concept s'estompera avec le temps dans le langage ordinaire. Le flou l'entourera et se propagera à la notion de « société de l'information ». Mais le fait est que c'est l'origine instrumentale de la caractérisation de l'« information » qui justifie aujourd'hui que la question de l'aménagement de la société commandée par l'information soit de la compétence de l'Union internationale des télécommunications, organisme technique des Nations unies. Et que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) puisse lorgner vers la « culture », qu'elle range comme un « service marchand » à l'égal des autres.
- 8 C&C : Qu'en est-il de la « société de contrôle » ?
- 9 La notion de « société de contrôle » appartient à un autre registre épistémique. Elle constitue le carrefour d'un ensemble de démarches et de tâtonnements intellectuels qui essaient de soustraire la question technique à l'univocité du projet de société globale de l'information. Elle interroge le renouvellement des formes de pouvoir, inhérent à l'organisation, et des figures du sujet constitué par le pouvoir. Elle fait saillir les enjeux sous-jacents du changement en cours dans les modes de construction de l'hégémonie. Elle implique une perspective sur les alternatives contre-hégémoniques.
- 10 On sait que, depuis la révolution industrielle, la question du modèle d'organisation de l'entreprise a été au cœur des controverses sur les modèles de société. C'est ce qui explique pourquoi les théoriciens de la société de l'information ont, dès ses premiers pas, tendu un fil rouge entre ce projet de société future, le projet élaboré par Saint-Simon dès le premier quart du XIXe siècle d'une société réticulaire gérée comme une industrie, grâce à l'alliance des savants et des industriels et la société façonnée dès l'entre-deux-

guerres par la philosophie du management. Le philosophe Antonio Gramsci ne disait-il pas au début des années 1930, que l'« hégémonie prend naissance dans l'usine »¹¹, au terme de son analyse du fordisme, dans lequel il voyait non seulement une nouvelle méthode de production de biens en série, mais un mode de vie intégral, une certaine façon de penser et de sentir la vie, un mode de régulation sociale ? Aldous Huxley l'avait bien compris qui construisit dans les mêmes années son récit dystopique sur le Brave New World en singeant les managers de la société fordienne et de l'« Etat mondial », affublé de la devise « Communauté, Identité, Stabilité ».

- 11 La société de contrôle est calquée sur le modèle de l'entreprise post-fordiste. C'est une société où se multiplient les mécanismes socio-techniques du contrôle flexible. Les vertus cardinales de ce mode de gestion – autonomie, créativité, réactivité, adaptabilité – se conjuguent avec les exigences de la « grille des objectifs » et de la « culture du résultat ». Le contrôle y est à court terme, à rotation rapide, mais continue et illimitée. Cette nouvelle feuille de route a l'arrière-goût de l'implication contrainte, de la servitude volontaire et de la précarité. Elle est en résonance avec le régime des nouvelles technologies informationnelles. C'est ce que postule Gilles Deleuze lorsque, à la suite de William S. Burroughs, il met en place le concept dans *Pourparlers* :
- 12 « A chaque type de société, évidemment, on peut faire correspondre un type de machine : les machines simples ou dynamiques pour les sociétés de souveraineté, les machines énergétiques, pour les disciplines, les cybernétiques ou les ordinateurs pour les sociétés de contrôle. Mais les machines n'expliquent rien, il faut analyser les agencements collectifs dont les machines ne sont qu'une partie 2 ».
- 13 Dans cette perception de l'évolution des sociétés à travers la scansion des techniques, il convient de se garder toutefois des visions en tranches de l'histoire. Le sens de cette dernière ne se révèle qu'à travers des asymétries, des survivances, des diversions, des régressions. Le nouveau mode de régulation qui se prévaut de l'ouverture et de la transparence ne raye pas de la carte cognitive la « société disciplinaire », qui l'a précédée, et ses milieux d'enfermement (hôpital, prison, école, caserne, usine) – même si ces espaces sont en crise et voués à une réforme permanente – dont Michel Foucault a fait la généalogie dans son étude sur les dispositifs panoptiques. Pour utiliser une métaphore, on pourrait dire que, de même que la dualité des composants, à application militaire comme civile, permet de transférer les savoir-faire acquis d'un domaine à l'autre, les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont pourvues de deux visages, celui du contrôle et celui de la discipline. Elles peuvent en effet servir des causes à géométrie variable. Elles permettent d'innover et, en même temps, de « moderniser » des procédures et protocoles anciens, en les adaptant à une société dorénavant appréhendée comme « nomade » ou « mobile ». Que l'on pense, par exemple, au bracelet électronique des « détenus en liberté ». Ainsi, les nouvelles technologies de repérage et de navigation basées sur la puce de « données de position » participent de la traçabilité générale des parcours, à des fins ou non de flicage. Elles aident au déplacement des personnes et des objets. Elles tiennent aussi lieu de « mouchards à distance ». Ce qui est sûr, c'est que, face aux menaces croissantes, les Etats et les entreprises tendent à renforcer les usages sécuritaires des dispositifs de filature.
- 14 L'enfermement, c'est aussi une question d'angle de vue. Enfermées dans des ghettos sont les populations dans les nouvelles réalités du techno-apartheid qui laisse plus des trois quarts de la population mondiale hors du circuit des bénéfices de ladite économie globale.

Enfermés sont les classes, groupes et pays privilégiés qui s'entourent de « murs » pour fuir cette altérité menaçante.

- 15 C&C : Depuis 2001, un certain nombre de mesures ont été prises, relatives plus particulièrement à la rétention des données personnelles. Plus clairement que d'autres, peut-être, les mesures comme celles prises en France, notamment via la « loi sur la sécurité quotidienne » et l'actuel projet présenté par le ministre de l'Intérieur 3 tendent à redéfinir les limites des sphères privées et publiques. Quels enjeux à ce niveau ? Notamment eu égard à la définition du citoyen. Est-ce encore le citoyen que l'on surveille ? Ou bien faut-il décaler le regard et admettre qu'on ne surveille personne mais qu'on contrôle tout le monde en puissance ?
- 16 La peur du terrorisme éveille les tentations sécuritaires et les attitudes paranoïdes de tous les gouvernements, même les plus démocratiques. La France n'y a pas échappé. La « loi sur la sécurité quotidienne » les catalyse. Ce texte a en effet été voté à chaud à la quasi-unanimité fin octobre 2001. Une première version avait été présentée par le gouvernement et discutée par le Parlement au mois d'avril. Mais le gouvernement l'a étoffé après les attentats de New York et de Washington en y adjoignant in extremis treize amendements destinés à lutter contre le terrorisme. Cet ajout tardif n'a pas permis de véritable débat. Contrairement aux usages dès lors qu'il s'agit d'une modification du code pénal et donc des libertés publiques, ce n'est pas le Garde des sceaux mais le ministre de l'Intérieur qui a présenté le projet. Et il l'a présenté en ces termes : « Il y a un avant et un après le 11 septembre, notre arsenal législatif ne pouvait dès lors rester inchangé après cette tragédie 4 ».
- 17 Le spectre que la loi dessine des infractions et des crimes, petits et grands, dépasse largement la lutte contre le terrorisme. Mais pour tous, les peines sont beaucoup plus lourdes qu'en droit commun. Le délit de blanchiment d'argent et la complicité avec une entreprise terroriste voisinent avec le délit d'initié, les ventes d'armes et de stupéfiants, les filières d'immigration illégale, la débrouille (comme le resquillage dans les transports publics), les incivilités urbaines (tags et graffiti, par exemple), les rassemblements voués à la musique techno, les mouvements collectifs de revendication et les multiples formes de la révolte. Les mesures sont intrusives. Perquisitions sans l'assentiment des personnes, autorisations de fouiller les véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique. Rappelons qu'en 1976, le projet d'autoriser la fouille des véhicules en cas de manifestation avait soulevé un tollé ! Autorisation des fouilles et des palpations confiées à des agents de sécurité privée dans des lieux accessibles au public, non seulement dans les ports, les aéroports mais dans les lieux comme les stades, les grands magasins, les théâtres, les musées, etc. Des mesures dont on sait combien l'application est l'occasion d'un contrôle au faciès. Renforcement des pouvoirs de la police, notamment dans les cités. Précisément là où éclateront en novembre 2005 les émeutes qui expriment la colère des jeunes beurs et blacks qui se désespèrent de voir reconnaître un jour leur dignité.
- 18 A chaque fois que se recharge la batterie des mesures et des lois sur la sécurité, se fait plus clair le profil des cibles visées : la manifestation d'une révolte comme crime ; la pauvreté comme délit. L'obsession sécuritaire trouve son prolongement naturel dans la rhétorique sur les nouvelles « classes dangereuses », la version recyclée du peuple-populace-criminel-né, toutes catégories chères à la psychologie des foules de la fin du XIXe siècle. Comme le montrent les dérapages sémantiques contre la « racaille », prélude à l'embrasement des banlieues. Un langage dont la surenchère xénophobe est d'autant plus prégnante que la droite chasse sur les terres électorales des partis racistes et que,

pour ce, elle se dote d'un arsenal juridique ad hoc. 1986, 1993, 1997, 2003, 2006, autant de dates qui scandent l'escalade répressive dans les projets de loi sur l'immigration ; à chaque fois, est donné un tour de vis aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers. A chaque fois aussi resserre ses maillons le réseau de fichage du parcours des immigrés entrés illégalement dans l'espace européen.

- 19 La France s'est dotée en 2006 d'une doctrine antiterroriste. Et à cette occasion, elle a adapté la loi de 1991, réglementant les interceptions de sécurité, afin de pouvoir cibler non plus simplement un numéro de téléphone, mais un individu, avec tous les moyens de communication potentiellement utilisables. La multiplication des interconnexions de fichiers administratifs et commerciaux et la constitution de mégafichiers de police ont mis à mal la loi votée en 1978 sur l'informatique et les libertés, fruit d'une mobilisation sociale exprimant la volonté des citoyens qu'un équilibre s'établisse entre les progrès de l'informatique et la préservation du droit à la vie privée et des libertés. Cet équilibre avait été, à l'époque, défié par un projet, élaboré en 1973 par le ministère de l'Intérieur, d'un système automatisé de fichiers administratifs et du répertoire des individus (Safari) basé sur l'interconnexion de quelque quatre cents fichiers différents à partir d'un « identifiant unique », le numéro de sécurité sociale (NIR). A la suite de quoi, une Commission ad hoc (CNIL), autorité indépendante, avait été chargée de veiller, comme son nom l'indique, au respect de l'équilibre entre fichage et droits des citoyens à la protection des données personnelles. La révision de la loi qui réduit dans de nombreux domaines les compétences de la CNIL à un rôle consultatif en matière de création de fichiers de sécurité va dans le sens de l'abaissement du niveau de protection des citoyens face aux traitements de leurs données personnelles.
- 20 Les fichiers automatisés d'empreintes digitales étaient jusque-là destinés aux seuls délinquants et criminels. C'est à tous les citoyens que les projets d'enregistrement biométrique se proposent de les étendre. Tel est, en tout cas, le sens du projet d'instauration de la carte d'identité biométrique, baptisée INES (Identité nationale électronique sécurisée).
- 21 C&C : Pensez-vous que les mesures introduites dans le cadre de la lutte anti-terroriste (et au-delà car « l'obsession sécuritaire » n'est pas le propre des pays ayant été le théâtre d'attentats) rompent avec un état de fait ou s'inscrivent-elles dans un mouvement plus long, moins immédiatement repérable, de contrôle de l'information ? Quelles ruptures ? Quelles continuités ?
- 22 Les scénarios de surveillance aux fins de préemption et de prévention du terrorisme ont bousculé les discours enchanteurs sur la société globale de l'information. Ils en montrent la face cachée. La nouveauté radicale est la saisie totalisante du complexe techno-informationnel à des fins d'ordre. Le cas des Etats-Unis est d'autant plus emblématique que ceux-ci ont formulé leur riposte aux attaques du 11 septembre en mettant en place un dispositif militaire qui irrigue l'ensemble de la société. Le choix du vocabulaire de la « global war » pour désigner la croisade contre l'« axe du mal », n'est donc pas seulement une métaphore. Que ce soit sur le champ de bataille des armées ou dans la société et le monde, comme champ de bataille, ce dont il s'agit, c'est de relier tous les systèmes par un réseau de communication et d'information, de façon à ce que la tête du système des systèmes ait une connaissance précise de chacun de ces théâtres d'opération et de leurs acteurs pour prévenir ou ajuster la riposte face aux projets et actions du nouvel ennemi. La chaîne de contrôle, c'est à la fois tous les maillons qui vont du citoyen dans sa vie quotidienne à l'Etat répressif, et ceux qui relient le combattant sur le terrain au

commandement. Cette gémellité civil-militaire fait que l'industrie de la défense est de plus en plus à même aujourd'hui de produire des dispositifs et des artefacts pour chacun des deux systèmes à la fois.

- 23 Dès novembre 2001, a été votée massivement la loi baptisée Usa Patriot Act. « Usa patriot », c'est l'acronyme anglais de la mission que cette loi entend remplir : « Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés nécessaires à l'interception et à l'obstruction du terrorisme ⁵ ». La loi couvre un vaste champ. Elle autorise les écoutes, les perquisitions et saisies d'ordinateurs, la traque au profil des lecteurs dans les bibliothèques et autres procédés intrusifs, laissés à l'appréciation des autorités policières. Le titre du projet de croisement des banques de données individuelles est éloquent : TIA – Total Information Awareness (« vigilance totale de l'information ») rebaptisé à la suite du refus du Congrès de donner les fonds jugés nécessaires « Terrorism Information Awareness » (« Vigilance de l'information relative au terrorisme »). L'objectif est néanmoins de construire un système intégré de réseaux de banques de données afin de centraliser et de croiser l'ensemble des informations personnelles sur les citoyens (sécurité sociale, cartes de crédit, FBI, polices locales, comptes bancaires, hôpitaux, assureurs, etc.). La rupture de l'équilibre entre la protection des libertés et le renforcement des moyens sécuritaires a aussi vu s'étendre les zones hors la loi. Un régime arbitraire institutionnalisé s'est installé avec les trous noirs juridiques que sont les dénégations de l'habeas corpus, la pratique de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, des internements sans procès et des prisons secrètes. Le risque inhérent à cette approche prétorienne, c'est que la dialectique terrorisme et contre-terrorisme n'« ensauvage » la démocratie, fasse régresser les valeurs qui sont censées la fonder. L'ampleur du « mal » justifiant le recours à des moyens « hors normes ».
- 24 La guerre globale signifie le resserrement structurel des institutions autour de l'objectif de la sécurité intérieure. Un objectif qui ne fait qu'un avec l'« interopérabilité » des systèmes techniques. C'est l'esprit de l'autre texte de loi, le Homeland Security Act, voté lui aussi massivement début 2002. A sa suite, a été créé le Homeland Security Department, le ministère de la Sécurité intérieure. Les vingt-deux agences et programmes fédéraux, dispersés jusqu'alors, dédiés à la lutte contre le terrorisme, y sont regroupés en quatre subdivisions : sécurité des frontières et des transports, science et technologie, analyse des informations, protection des infrastructures. Le fait que la dernière création d'une structure ministérielle remonte à 1947 en dit long sur son importance stratégique. Le National Security Act avait alors mis en place le Pentagone, le ministère de la Défense, pour répondre au défi de la Guerre froide. Une de ses missions était de fédérer les acteurs de l'innovation technique contre l'ennemi catalogué comme « global », le communisme mondial. Ainsi s'édifia le complexe militaro-industriel, fruit de la synergie entre la recherche universitaire, l'industrie et les organismes de renseignement militaire et civil. C'est dans ce cadre de coopération que fut inventé en 1958 Arpanet, ancêtre de l'Internet. L'organisme qui en fut à l'époque la plaque tournante, la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency), est aujourd'hui l'épicentre du projet d'intégration des réseaux et banques de données. Les vieux schémas de la synergie éprouvés dans la course aux armements lors de la Guerre froide et des guerres du Sud-est asiatique ont repris du service, cette fois dans la course aux dispositifs civils et militaires contre le nouvel ennemi étiqueté global, le « terrorisme ».
- 25 Le DHS dispose d'un budget de 50 milliards de dollars en 2006, soit plus de la moitié des dépenses de sécurité intérieure aux Etats-Unis. Le Pentagone, en gérant un autre quart, et

les autres administrations le reste. L'une des priorités est l'investissement dans des programmes de recherche et de développement de l'arsenal sécuritaire. Ses fournisseurs sont les grands groupes de la défense. Leur production sécuritaire va des techniques de pistage et de décryptage des messages électroniques à la vidéosurveillance en passant par la transmission des données, ou le matériel lourd de surveillance, de détection ou d'inspection (des bagages ou des cargos) au nom du Safety Act (Support Anti-terrorism by Fostering Effective Technologies). Les niches de l'innovation en matière de sécurité ont une dimension protéenne. Les entreprises de haute technologie de la Silicon Valley l'ont bien compris qui travaillent plus particulièrement sur les systèmes biométriques d'accès et les équipements de détection chimique d'agents contaminants, type anthrax. La dynamique du marché sécuritaire travaille avec la peur et l'irrationnel. « Pensez à l'impensable », c'est le titre d'un document officiel que le DHS a adressé aux entreprises américaines, pour les inciter à garantir leur sécurité en cas de catastrophe ou de terrorisme.

- 26 Les recherches ne sont pas en reste qui font appel à la psychologie comportementale, cognitive ou clinique, à la criminologie, l'anthropologie, la science politique, etc. Telle la recherche développée par le Centre national pour l'étude du terrorisme et la réponse au terrorisme (START) de l'université du Maryland, qui coordonne une trentaine de projets au niveau mondial. Parmi les thèmes : établir la cartographie de la blogosphère et de ses acteurs. Etudier les contenus sémantiques des sites. Cerner le profil du terroriste et des groupes terroristes, leurs motivations inconscientes, ce qui les porte à basculer dans l'action violente, à poser des bombes. Evaluer le rôle des médias dans l'amplification des effets d'un attentat. Passer au crible les méthodes d'interrogatoire des suspects ou les négociations avec les preneurs d'otages, etc. Beaucoup de ces objets d'études renouent avec des préoccupations qui furent celles du Pentagone au temps des guerres contre-insurrectionnelles en Asie ou en Amérique latine. La contractualisation d'équipes universitaires suscita à l'époque nombre de protestations de la part de la communauté académique aux Etats-Unis même, pour ne pas dire en Amérique latine.
- 27 Le caractère des menaces et des parades à mettre en œuvre pour déjouer le terrorisme a fait que s'enclenche une logique globale de coopération judiciaire et d'interopérabilité des systèmes de surveillance et de communication déployés dans l'espace. Le dispositif antiterroriste américain se branche internationalement à partir de mesures unilatérales, puis par des accords multilatéraux. C'est ainsi qu'en 2004, les Etats-Unis ont obtenu de l'Union européenne, à force de pressions multiples et de menaces de sanctions à l'encontre des compagnies d'aviation européennes, la communication systématique d'un ensemble de données – trente-quatre – sur chaque passager des vols transatlantiques. Même si la Cour européenne de justice vient de contester la base juridique de cet accord et oblige les gouvernements à revoir leur copie. Et cela pour mettre en place leur nouveau dispositif de monitoring des passagers : le Computer Assisted Passenger Prescreening System – CAPPs II –, ou système assisté par ordinateur de contrôle préventif. Ce filtrage des passagers a signifié déroger à la directive de 1995 sur la protection des données personnelles. Elle enfonce également la charte des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe qui interdit d'utiliser des données recueillies à titre commercial, à des fins de sécurité. Aujourd'hui, on ne fait qu'entrapercevoir les contours des nouvelles formes des systèmes de force.
- 28 Un autre effet d'entraînement des mesures américaines est la généralisation de l'usage des données biométriques comme moyen d'identification. L'Union européenne a emboîté

le pas au modèle de passeport comportant sur une puce une photographie numérisée, ce qui permet d'automatiser la « reconnaissance faciale ». Le gouvernement français est allé au-delà des demandes des autorités américaines en proposant d'ajouter l'empreinte digitale à la puce du passeport des pays de l'Union.

- 29 Les attentats de Madrid en mars 2004, et de Londres en juillet 2005, ont fait franchir à la plupart des pays de l'Union un pas décisif vers le durcissement des mesures sécuritaires. Il a quand même fallu passer par d'ardues négociations pour que, fin 2005, les vingt-cinq parviennent à s'accorder, à une forte majorité, sur un projet impulsé par le gouvernement britannique, tête de pont des politiques sécuritaires dans la région, de directive européenne rendant obligatoire la conservation de certaines données relatives aux communications téléphoniques ou électroniques. Si la France, l'Irlande et la Suède ont épaulé l'initiative de Londres dès les attentats de Madrid, l'Allemagne s'est montrée la plus réticente, surtout sur la durée de rétention des données.
- 30 A rebours des Etats-Unis, l'Union n'envisage pas sa lutte contre le terrorisme et le crime organisé dans une perspective militaire. Il n'empêche que le thème de la sécurité lui a permis d'élargir son action à des domaines qui sont contigus et parfois étroitement mêlés à la défense. Elle a adopté en 2004 un document sur « le renforcement du potentiel de l'industrie européenne en matière de recherche sur la sécurité » qui ouvre des perspectives au financement de programme de recherche sur ces questions. Même si le budget que l'Union consacre à ce domaine est sans commune mesure avec la force de frappe financière du Homeland Security Department, il a été revu à la hausse. Plusieurs appels d'offre en matière de recherche ont été lancés. C'est dans ce cadre que des consortiums se sont mis en place, associant l'industrie de la défense et de la sécurité et des laboratoires universitaires.
- 31 C&C : Qu'en est-il de l'inscription de ce moment de la lutte contre le terrorisme dans un mouvement plus long ?
- 32 Toute mesure d'exception prise à un moment déterminé de crise se surajoute à des dispositions et des doctrines préexistantes. Que l'on se souvienne par exemple des années 1970, qui ont vu en Europe le développement en spirale du pouvoir répressif et l'introduction de nouvelles normes fondant les stratégies contre l'« ennemi intérieur ». En RFA, il y a eu les lois antiterroristes qui, entre autres, interdisaient l'accès à la fonction publique pour tous les « radicaux » ou « extrémistes » ; en Italie, la loi Reale s'est attaquée à « toutes les formes de violence et de délinquance » ; en Grande Bretagne, les « Low Intensity Operations » contre les mouvements armés d'Irlande du nord (IRA et INLA) se sont toujours réclamées d'une doctrine militaire contre la subversion, synthèse des enseignements sur la « guerre moderne » laissés par les théoriciens américains et français de la lutte contre-insurrectionnelle au Vietnam pour les premiers, en Indochine et en Algérie pour les seconds ; dans la France giscardienne, il y a eu la loi dite « sécurité et liberté », émanation d'un lourd rapport officiel largement publicité, sur les « manifestations de la violence » et ses « racines » et la proposition d'un « Espace judiciaire européen ». C'est à cette période que, au niveau général, s'opère le déplacement d'un sentiment d'insécurité à base économique sur un bouc émissaire idéal et traditionnel, « la criminalité ». La sécurité est définie en termes physiques et non en termes d'incertitudes salariales, médicales, éducatives, etc. Le matraquage médiatique et les sondages d'opinion s'emparent du thème pour le dramatiser.
- 33 Ironie, en faisant voter la loi « sécurité et liberté » peu avant les élections présidentielles, le gouvernement giscardien a cru faire le meilleur argument de la campagne électorale de

1981, visant à rallier une majorité de Dupont-Lajoie au président sortant qui se représentait contre le candidat socialiste François Mitterrand. Un quart de siècle plus tard, en proposant une nouvelle loi plombée elle aussi par l'obsession sécuritaire, mais cette fois, ayant trait à l'immigration et à l'intégration, le candidat de la droite pense avoir lui aussi touché le point sensible qui lui ralliera les Dupont-Lajoie !

- 34 Sur une plus longue durée, il y a d'abord la trace des guerres coloniales. Le gouvernement Villepin n'a-t-il pas, en réponse aux émeutes dans les cités en novembre 2005, décrété l'état d'urgence en réactivant une loi datant du 3 avril 1955, promulguée dans le contexte de la guerre d'Algérie ? Une loi dont les quatorze articles n'avaient pas été appliqués en métropole depuis quelque 45 ans. L'article invoqué : un « cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public ». Une condition assez vague pour permettre diverses interprétations. Il y a ensuite l'empreinte du legs des stratégies impériales du dernier demi-siècle, indissociable de l'essor des pratiques incompatibles avec l'état de droit et les droits de l'Homme. Il y a enfin la longue série des années de plomb des dictatures installées sous l'impulsion ou avec la complicité des organismes de renseignement des Etats-Unis, soucieux de préserver leurs intérêts géopolitiques et géo-économiques à travers le monde. Bref, tout ce qui fait que, pour les ressortissants de ces régimes d'exception institutionnalisés, pour tous ceux qui ont vécu d'autres « 11 septembre », à commencer par celui de 1973, date du coup d'Etat contre le président du Chili, Salvador Allende, la « révélation » des « bavures » de la guerre contre le terrorisme est un non-événement. Alors qu'elle l'est toujours pour d'amples secteurs de l'opinion en Europe.
- 35 C&C : Si toute relation politique peut (aussi) être appréhendée à l'aune des usages que font les gouvernants des informations relatives aux gouvernés (notamment dans la mesure où les décisions adoptées en matière d'information et de traitement de l'information sont souvent présentées comme urgentes et provisoires alors même qu'elles se prolongent dans le temps), pensez-vous que nous assistons à des modifications majeures ? Le cas échéant, s'agit-il de tendances régionales ou mondiales ?
- 36 L'argument de la « sécurité » s'est installé comme dispensateur de sens à l'échelle mondiale, même si son atterrissage dans chaque réalité particulière épouse les contours régionaux. La tendance à focaliser sur des boucs émissaires s'est propagée à mesure que se mettait en place la gestion policière des inégalités sociales et que devenait une évidence la représentation de la globalisation néo-libérale comme fatalité. La propension à criminaliser les nouvelles formes d'expression de la révolte s'est développée à mesure que le mouvement altermondialiste gagnait en visibilité. La transformation des lieux de réunion du G7 en camps retranchés après les manifestations contre le même G7 en 2001 à Gênes est tout un symbole. Le discours jetant à la vindicte publique les communautés immigrées est largement partagé à travers la planète. L'imaginaire médiatique a naturalisé le portrait-robot du « maghrébin » comme coupable idéal. On l'a vu en Belgique en avril 2006, lorsque la télévision a emboîté le pas à l'autorité policière qui, sans plus attendre, a donné à croire que deux « maghrébins » étaient coupables des coups de couteau mortels portés contre un lycéen dans un lieu public, sous vidéosurveillance, pour s'emparer de son lecteur MP3. Une information que les aveux d'un des deux adolescents polonais qui avaient commis l'agression ont éventée à peine deux jours plus tard ! Aux Etats-Unis, les lois d'exception ont précipité la fusion entre le « terroriste » et l'« indocumentado ». La grève des immigrés latinos (les « jours sans ») est à la mesure de leur ras-le-bol.

- 37 Mais bien d'autres grandes peurs que le terrorisme favorisent les tendances à la mobilisation des technologies de surveillance et au durcissement des lois répressives. A tort ou à raison. Pêle mêle, on trouve la pédophilie, la délinquance sexuelle, la violence conjugale, la contrefaçon, la piraterie numérique. C'est au nom de la lutte contre le téléchargement illicite d'œuvres protégées par le droit d'auteur via l'Internet que les grandes compagnies cinématographiques plaident en faveur d'un allègement des prérogatives des contre-pouvoirs citoyens qui cherchent à combattre le principe de la surveillance systématique des internautes. Les technologies qui permettent d'échapper aux enfermements physiques et mentaux produisent leur propre antidote : le fichage.
- 38 Enfin, dans cette énumération à la Prévert, on pourrait ajouter que, dans certaines régions du monde, une autre menace a rejoint le « terrorisme » dans la qualification de « guerre totale », le « narcotrafic ». Tous deux ont motivé la militarisation des réseaux de surveillance en Amérique latine. Mais cette stratégie militaire va évidemment bien au-delà. Comme l'indique la multiplication des bases de l'armée des Etats-Unis, enclaves qui échappent à la souveraineté du pays, dans des endroits stratégiques du sous-continent, là où se trouvent les régions riches en ressources naturelles.
- 39 C&C : Quel lien entre les géostratégies sécuritaires et l'information, cette fois dans son sens journalistique ? Et, plus largement, quel lien avec les stratégies d'hégémonie culturelle ?
- 40 Guerre psychologique et guerre de l'information sont constitutives des moyens de lutte contre le nouvel ennemi global. L'effet d'entraînement du paradigme sécuritaire au niveau mondial a étendu considérablement l'aire de compétence de la propagande, de la manipulation, du mensonge médiatique. C'est un phénomène parallèle à l'emprise croissante de l'information-enseignement-surveillance-fichage dont j'ai parlé. L'exemple le plus flagrant de cette perspective propagandiste est celui de la chaîne américaine de télévision Fox News, de Rupert Murdoch, qui, tous les matins a donné des instructions à ses journalistes pour légitimer l'intervention en Irak. Une pratique qui rappelle celle de William Randolph Hearst Sr., alias Citizen Kane, orchestrant en 1898 la campagne en faveur de l'intervention du corps expéditionnaire des marines à Cuba. Mais cela ne faisait que commencer. Le rapport dressé en décembre 2005 par l'organisation américaine Free Press sur la guerre de l'administration Bush Jr. contre la presse est, de ce point de vue, accablant. Infiltration de la radiodiffusion publique, fabrication par des agences fédérales de fausses informations à travers des reportages diffusés sur les chaînes de télévision nationales, corruption de journalistes, suppression des espaces de discussion publique dans les médias de l'establishment, non application de la loi d'accès à l'information qui fait que, pour les journalistes, il est devenu difficile de pouvoir couvrir des aires importantes de l'activité gouvernementale. Complète ce tableau le nouveau projet de loi sur la propriété des médias, en vue de consolider le contrôle monopolistique de l'information au détriment de la diversité des sources.
- 41 Il est sûr que le statut géopolitique de l'information, et, plus largement, des produits de la culture de masse, comme support d'une hégémonie culturelle, a changé de nature. A la chute du mur de Berlin, les stratèges américains ont cru pouvoir, pour élargir la « communauté mondiale des démocraties » par le biais de l'intégration de plus en plus de pays au marché mondial, tabler sur les investissements symboliques, réalisés depuis la fin du second conflit mondial au niveau planétaire, dans les représentations collectives par les industries et réseaux de la culture et de l'information dominés par les Etats-Unis. L'intégration des sociétés particulières dans le tout mondial devait, selon eux, se réaliser

en privilégiant les outils de la séduction plutôt que les moyens recourant à la force et à la contrainte. Le pouvoir démultiplicateur de diffusion des produits d'une culture de masse réputée à vocation œcuménique par voie de l'Internet semblait conforter leur dogme. Cette doctrine stratégique sur la préservation de l'hégémonie culturelle a même reçu un nom : le soft power. Mais la « guerre globale » contre le terrorisme a changé la donne. En réhabilitant l'usage de la force militaire comme partie essentielle de la mise en place du projet économique global, elle a mis à mal la foi en l'avènement de l'intégration de la planète par le biais de l'action métabolique des vecteurs d'une culture censée symboliser un nouvel universalisme. Le retour en force de l'« intox » doit être jugé dans ce contexte. Plus près de nous, il y a la crise du nucléaire iranien, largement fabriquée, alimentée par la méfiance viscérale, quasi métabolique, de l'ensemble des puissances occidentales à l'égard de la République islamique d'Iran.

- 42 L'osmose du civil et du militaire dans les stratégies anti-terroristes tend à renforcer le monopole régalien de l'Etat sur tout ce qui regarde la sécurité. D'où la multiplication de domaines réservés, « classés », qui échappent à tout contrôle démocratique. Dans les débats internationaux qui se déroulent au sein même du système des Nations unies, sur la « société de l'information », le thème est esquivé par les Etats ou réduit à des considérations très générales sur la « cybersécurité » et le respect de la « vie privée ». Et ce, en dépit de la pression des représentants de la société civile organisée pour mettre à l'ordre du jour ces questions qui fâchent.
- 43 C&C : Si débat il y a autour de ces questions, il n'est pas le fait des citoyens en tant que tels, ou, du moins, il n'a pas encore fait l'objet d'une appropriation massive : qu'est-ce qui se joue dans cette distanciation (Mise à l'écart ? Ignorance ? Indifférence ?) ? Quelles sont, d'après vous, les questions qu'un débat large, non limité aux « professionnels » de la politique devrait soulever, à la lumière de quels enjeux ?
- 44 Le rapport officiel sur l'« informatisation de la société », rédigé par Simon Nora et Alain Minc et appelé à faire référence internationale, résumait ainsi en 1978 le débat sur les risques encourus par la société :
- 45 « Pour le grand public, l'informatique est ressentie comme une “mise en fiche”, attentatoire à la vie privée et aux libertés. C'est là un des aspects les plus passionnels, et les mieux explorés des conséquences de l'informatisation. Les plus passionnels, car l'ordinateur et les fichiers ont pris une valeur symbolique qui cristallise les allergies à la modernité. Les mieux explorés grâce aux remarquables travaux menés par la Commission Informatique et Libertés, les débats parlementaires qu'ils ont permis et les textes législatifs qui en sont issus... En cette matière la qualité du tissu social, le pluralisme des forces et le jeu des contre-pouvoirs l'emportent sur les “pièges liberticides” dus à la technologie ».
- 46 C'était l'époque de l'institutionnalisation de certains de ces contre-pouvoirs, comme la CNIL à laquelle je me suis référé plus haut. L'époque où tout, dans ce rapport, donnait à penser que la société était suffisamment démocratique et mobile pour secréter ses propres contre-pouvoirs. Et effectivement à l'époque, c'est une ample mobilisation de la société qui les avait arrachés à l'Etat.
- 47 La façon expéditive dont les procédures intrusives ont été votées après le 11 septembre ainsi que l'affaiblissement des pouvoirs de la CNIL, notamment en matière de fichiers de police, qu'a ratifié la réforme de la loi sur l'informatique et les libertés adoptée le 15 juillet 2004 indiquent que les choses ont bien changé. Même si la vigilance démocratique

des citoyens continue pourtant à s'exercer à travers des organisations comme la Ligue des droits de l'Homme ou l'intercollectif Delis (Droits et libertés face à l'informatisation de la société), qui rassemble une quarantaine de syndicats professionnels et d'associations.

- 48 Aux Etats-Unis même, depuis le 11 septembre, le nombre des adhérents aux associations de défense des libertés civiles a presque doublé. Et ce sont les associations de défense de la liberté du cyberspace qui ont permis de mettre au grand jour le fait que la compagnie téléphonique AT&T ait livré les relevés de téléphone de millions d'Américains à la National Security Agency (NSA), l'organisme omniprésent d'espionnage électronique.
- 49 Mais ces organisations de défense des libertés civiles doivent remonter le courant. Une sorte d'accoutumance aux procédures intrusives s'est créée qui a élargi les seuils de tolérance à leur égard. Car la pénétration croissante des technologies dans tous les interstices de la société a fait reculer les « allergies à la modernité ». La vulgate technoutopique sur la transparence communicationnelle et l'idéologie de l'individu-consommateur souverain, libre de ses choix et capable de « résister », si besoin est, à partir de son quant à soi ont fait florès dans les mentalités collectives. Le cercle grandissant de l'angoisse vécue par certains secteurs de la population face à la pratique réitérée de la violence unie à l'exploitation de l'« émotion populaire » par les autorités pour faire passer en douce des batteries de mesures destinées à assurer « plus de sécurité » ont fait le reste.
- 50 Replacer l'essor des politiques sécuritaires dans l'enchevêtrement des enjeux juridiques, économiques, politiques et éthiques des projets contrastés d'architecture du monde réticulaire me paraît une exigence fondamentale pour le citoyen du XXI^e siècle qui cherche à travailler les modèles alternatifs à l'hégémonie.
- 51 C&C : Dans ce double processus de mise à l'écart ou de désinformation (à supposer que la formulation vous semble convenir) et d'appropriation par ce qu'on appelle habituellement la « société civile », quels sont les acteurs et les instances qui vous semblent déterminants ?
- 52 Désinformation, oui, si on l'entend comme le produit du mode de production de l'information médiatique qui est d'isoler les faits, de les aligner sans les mettre en perspective, empêchant ainsi de saisir le lien entre les processus qui les constituent en enjeu socio-politique. Le trop plein des signes est nécessairement à la mesure de la disette du sens. Relier, trouver le sens, c'est le défi auquel tentent de répondre diverses tentatives qui cherchent à poser le thème de l'appropriation sociale des technologies informationnelles comme impératif démocratique. La « société civile » a mis longtemps à prendre conscience du rôle structurant des technologies de l'information et de la communication. Sans doute faut-il voir dans cette méconnaissance la trace de la vision instrumentale qu'ont eue historiquement de ces outils les théoriciens du mouvement ouvrier. Une carence qui renvoie à une autre, plus générale : le confinement de la « culture » à une superstructure en lévitation par rapport à l'économie. Ou, en d'autres termes, le peu de cas fait aux structures productives de subjectivité.
- 53 Les choses sont en train de changer. L'évolution même du capitalisme dit « post-industriel » n'y est pas étrangère puisqu'il se construit à travers la capitalisation des productions de subjectivité, c'est-à-dire de connaissance, de culture, de sensibilité, de socialité. Les médias, la publicité, le marketing et le management, les sondages, ne sont que la pointe émergente de ce continent de l'immatériel. La montée des prises de conscience des différences écologique, ethnique, féministe, etc. a accompagné celle des

prises de conscience de l'importance de ce nouveau champ de luttes culturelles. Mais, disons-le d'emblée : on ne peut guère parler de prises de conscience épaulées par une masse critique conséquente. Ceci dit, à défaut d'emprunter des autoroutes, la reconnaissance de la nécessité de soustraire les nouveaux gisements de la ressource cognitive à l'emprise des doctrines et des stratégies de puissance s'est frayée des sentiers. L'évolution, depuis 2001, des thématiques traitées dans les forums sociaux mondiaux et régionaux en est la vivante expression.

- 54 La question a aussi acquis une certaine légitimité au niveau institutionnel. Exemple : le « Sommet mondial de la société de l'information », organisé en deux phases par l'Union internationale des télécommunications à Genève et à Tunis, respectivement fin 2003 et fin 2005 et où ont été invités à s'exprimer les représentants du secteur privé et ceux de la société civile organisée. Même si les résultats de cette réunion au sommet sont plutôt modestes en termes de décision stratégique visant à juguler les grands déséquilibres mondiaux d'accès aux réseaux numériques, une nouvelle configuration bigarrée d'acteurs sociaux et professionnels s'est exprimée d'une seule voix, sans éliminer toutefois ses différences. A travers eux, des questions structurelles ont été soulevées sur le caractère ségrégatif du projet de « nouvel ordre mondial de l'information ». Une réflexion de caractère juridique s'est amorcée sur les « droits à la communication » – liberté, accès, diversité et participation – comme concrétisation de nouveaux droits sociaux. En décentrant un débat formaté à l'origine par la problématique de la « fracture numérique » vers ce qui l'explique, les fractures socio-économiques, ces acteurs ont donné à voir ce que la perception sécuritaire de la planète évacue d'emblée.

NOTES

1. Gramsci A., « Américanisme et fordisme » (1929), Cahier internationaux, 1957, n°89, septembre-octobre.
 2. Deleuze G., Pourparlers 1972-1990, Paris, Editions de Minuit, 1990.
 3. Il s'agit du projet de loi anti-terroriste présenté en octobre 2005 (adopté au 23 janvier 2006).
 4. Le Monde, 1er novembre 2001.
 5. « Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism ».
-

INDEX

Noms Armand Mattelart

Mots-clés : connaissance/ expertise, contrôle, entretien